

# EXPRESSIONS

## TRIBUNES D'EXPRESSIONS

Afin de permettre l'expression des différents groupes politiques composant de Conseil municipal d'Orly, chacun dispose d'un espace de même taille au sein de la rubrique « Expressions ».

Cette rubrique est publiée tous les mois sur le site [mairie-orly.fr](http://mairie-orly.fr) et à chaque publication du journal municipal Orly notre ville.

### UN BEL ÉTÉ AVANT UNE RENTRÉE ACTIVE

Au plein cœur de l'été, alors que les activités proposées par la ville dans le cadre des animations Orly sous le soleil attirent de nombreux orlysiens, le service public communal n'oublie personne. Brumisateurs, fontaines, spectacles, activités sportives ou de loisirs en individuel ou en famille, chacun peut passer des moments de détente et vivre sa ville. Bien entendu, une attention

particulière est donnée aux personnes âgées notamment les jours de fortes chaleurs pour briser l'isolement et créer du lien.

Pendant le même temps, la ville s'active à préparer la rentrée. La rentrée scolaire s'annonce riche des projets éducatifs et d'investissement pour l'avenir que nous développons mais également en tension en raison du manque d'effectif enseignant. C'est le sens du vœu que nous avons porté en conseil municipal

pour exprimer notre inquiétude auprès des services de l'Education nationale. La rentrée sera également forte en moments de convivialité et de découverte : forum des sports et du temps libre le 3 septembre, journées du patrimoine les 16 et 17 septembre, ouverture de saison culturelle le 23 septembre.

A très bientôt

*Imène Ben Cheikh*

### REPOUDRE A L'URGENCE SOCIALE NECESSITE UNE FORTE REVALORISATION DES SALAIRES !

Alors que l'inflation atteint des records, nourrir sa famille, faire le plein ou encore se chauffer devient de plus en plus difficile. Les plus pauvres sont les plus durement touchés par cette situation. Ce sont aujourd'hui plus de 10 millions de personnes qui sont en situation de pauvreté en France selon un rapport de l'INSEE de 2021. À Orly, comme dans beaucoup de villes populaires de la région parisienne, l'accroissement des prix rend la vie impossible à un grand nombre d'entre nous.

Pour autant, alors que les salaires ne permettent pas de compenser cette augmentation dévastatrice pour le pouvoir d'achat des Françaises et des Français, les profits eux, ne cessent d'augmenter. C'est également le cas pour les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux contribuables les plus fortunés qui sont estimés aujourd'hui à près de 60 milliards d'euros par an.

Les mesures tardives et surtout insuffisantes adoptées par le parlement sous la houlette d'Emmanuel Macron ne permettent pas de répondre à l'urgence sociale. Tout semble être mis en œuvre pour ne pas augmenter les revenus à un

niveau permettant à chacune et à chacun de vivre dignement. C'est pourquoi les partis de gauche à l'assemblée, proposent des mesures urgentes pour répondre à cette urgence sociale : une augmentation immédiate du SMIC à 1 500 euros net dès le 1er août 2022, une convocation d'une conférence sociale annuelle par branche pour négocier les salaires et avec l'objectif de limiter les écarts de salaire par un meilleur partage de la valeur ajoutée et par une revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 10%.

*Maribel Avilès-Corona, Jinny Bage, Stéphanie Barré-Pierrel, Mylène Dibatista, Thierry Atlan*

### CE TOUR DE VIS FINANCIER A UN NOM : L'AUSTERITE !

Le ministère de l'Économie va transmettre le Programme de stabilité à la Commission européenne prévoyant notamment de contenir à 0,6 % par an la hausse de l'ensemble des dépenses publiques jusqu'en 2027, de reculer l'âge de départ en retraite ou encore de continuer à dégrader les droits des privés d'emploi.

L'austérité pour les dépenses utiles au pays, pour les services publics qui sont pourtant déjà en grande difficulté comme l'école ou la santé, pour les familles et le monde du travail, pour répondre au

défi climatique.

L'austérité encore et toujours pour les collectivités territoriales et les services publics locaux qu'elles assurent. Le gouvernement se refuse à compenser le coût de l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires sur les budgets locaux, alors que les agents publics des collectivités exercent leurs missions au nom de l'État.

Par contre, pas d'austérité pour les grandes entreprises qui bénéficieront de nouvelles baisses des impôts de production et d'exonérations de cotisations sociales qui privent la sécurité sociale des ressources essentielles à son fonctionnement.

Pour notre ville, malgré la gestion rigoureuse et l'anticipation de nos services pour intégrer ces nouvelles dépenses, celle-ci ne seront pas sans impact sur le budget communal.

Nous dénonçons fermement ce nouveau programme d'austérité et appelons à mobiliser autrement les richesses, avec par exemple, la remise à plat des 160 Mds d'aides aux entreprises, essentiellement accaparées par les multinationales, le rétablissement des impôts sur les grandes sociétés supprimés pendant le précédent quinquennat.

*Nathalie Besniet, Karine Bettayeb, Alain Girard, Marilyne Herlin, Renaud Lerude, Houcine Trouky*

### LES HABITANTS DE NOS QUARTIERS VEULENT TRAVAILLER : AIDONS LES MIEUX !

Dans un rapport publié le 20 juillet 2022, la Cour des comptes dresse un bilan sévère des "dispositifs en faveur de l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville". Malgré la mobilisation des services publics de l'emploi et les 800 millions d'euros par an en faveur de l'emploi des habitants des QPV, le taux de chômage y est toujours presque trois

fois plus élevé qu'ailleurs. La raison ? Une méthode inadaptée aux profils des habitants qui cumulent les difficultés. En effet, plutôt qu'une amélioration de l'emploi des Quartiers Politique de la Ville (QPV) depuis 2014, la Cour des comptes constate une "dégradation" de la situation. Les jeunes notamment, cible principale des dispositifs, restent toujours beaucoup trop éloignés du terrain de l'emploi comparé à l'échelle nationale. À Orly, nous avons pointé les insuffisances lors du conseil

de jeudi 9 juin dernier. Ce résultat est selon nous, le fruit d'une absence réelle d'engagement auprès des Orlysiens vivant en QPV. Pourtant des solutions de moyen terme existent, nous en avons formulées plusieurs.

*Brahim Messaci et Noéline Tanfour*

**ABSTENTION DANGER**

Les élections législatives ont eu lieu les 12 et 19 juin 2022. Pour notre circonscription notre nouvelle députée est Clémence Guetté. Toutes nos félicitations républicaines.

Mais les résultats nationaux de cette élection ont sonné comme un coup de tonnerre :

1/ L'abstention record qui est un mauvais signe pour notre démocratie et un danger. (L'abstention sur notre ville a atteint 59,38%

au 1er tour et 58,96 % au second tour)

2/ Le nombre élevé d'élus.e.s du FHaine-RHaine ne laisse rien présager de bon pour notre Pays.

Il n'y a pas de fatalité, nous avons le devoir de redonner confiance aux citoyen.ne.s pour qu'ils retrouvent le chemin des urnes.

A celles et ceux qui font des plans sur la comète et des projections sur les futures élections locales, nous les invitons à plus de

modestie et à regarder dans le rétroviseur et leur rappeler le score de François Cocq en 2017 et leur score en 2020.

*Philippe Bourriachi, Kathy Guerche*

**FUSION DU COMITE TECHNIQUE ET DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 est malheureusement en cours d'application. Elle est le pendant de la loi Travail qui a attaqué le Code du travail. Ces deux lois ont détruit les droits sociaux durement acquis par des grèves tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Pour les territoriaux, c'est l'augmentation du temps de travail avec

le passage aux 1607h et la perte de jours de congé... D'ailleurs appliquée à Orly dès 2018 alors que son décret n'était pas paru, la municipalité assumait par anticipation cette régression sociale.

Voici à présent l'application de la fusion des deux organismes paritaires qu'étaient les Comités techniques (CT) et les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, (CHSCT). C'est la disparition de l'instance dédiée aux conditions de travail et la réduction à une journée de formations

obligatoires en prévention santé et sécurité au travail des agent.e.s et la réduction de son budget. Si l'employeur "mairie d'Orly" a toujours obligation de résultat, cette fusion ne permettra plus de traiter les problèmes soulevés par les syndicats. D'autant qu'un certain nombre d'agent.e.s sont touché.e.s par des méthodes managériales agressives. Nous sommes solidaires et resterons à l'écoute des agent.e.s.

*Florence Ait-Salah-Lecervoisiér et  
Sylvain Caplier*

**CHERS ORLYSIENS,**

Nous avons toujours le choix d'être actrices et acteurs de nos vies et de notre ville et de soutenir celles et ceux qui ont la difficile tâche d'administrer notre commune !

Encore faudrait-il que notre Maire l'accepte, nous accepte, nous respecte, nous élu à l'opposition.

Portée et soutenue par sa majorité, Madame JANODET, Maire d'ORLY, se targue et se vante à tout va de faire

d'ORLY une ville unie, solidaire, de l'entraide, dans laquelle règne la participation citoyenne et la démocratie.

Une ville où chaque citoyen qu'il soit black, blanc, jaune, beurre, riche, pauvre, proprio, locataire, sdf, à la solde de l'état, opposant, jeune, vieux, peut s'exprimer librement, s'épanouir et grandir ! De qui se moque-t-elle ?

Qu'elle commence à faire apparaître comme il se doit le nom des élus à l'opposition dans son journal municipal,

et faire preuve de respect à notre égard. Dès lors, je recommencerai à produire de l'expression et des idées dans le journal de notre commune sur l'espace prévu et destiné à cet effet.

Que l'on soit élu, administré, simple citoyen, nous ne sommes pas des potiches là à la table du conseil municipal pour voter pour, contre, s'abstenir.

*Christophe Di Cicco*

(Texte non parvenu)

*Nicole Duru Berrebi*